

# Laurent Wauquiez, la course en solitaire

La haute autorité des Républicains publie jeudi la liste définitive des candidats à la présidence du parti, et donne le top départ de la campagne.

LE MONDE | 26.10.2017 à 06h41 • Mis à jour le 26.10.2017 à 07h52 | Par [Jean-Baptiste de Montvalon](#)

[Réagir](#) Ajouter

Partager (29) Tweeter

image: [http://img.lemde.fr/2017/10/26/0/0/3600/2400/534/0/60/0/52b2715\\_19651-5uh3hv.qa2lat6gvi.jpg](http://img.lemde.fr/2017/10/26/0/0/3600/2400/534/0/60/0/52b2715_19651-5uh3hv.qa2lat6gvi.jpg)



Autour de la table, dans cet appartement de la place Carnot, à Lyon, il n'y a plus que quatre personnes : les derniers salariés du Graine, réseau de vingt ans d'âge qui fédère quelque 150 acteurs de l'environnement en Auvergne-Rhône-Alpes. Deux de leurs collègues ont été licenciés à l'automne 2016, lorsque l'exécutif régional présidé par Laurent Wauquiez (Les Républicains, LR) a réduit de plus de 60 % les subventions qui lui étaient versées. La sanction était tombée sans explication. Pas un mot n'est venu depuis.

Face à ce silence (très) pesant, ils ont passé des mois – comme tant d'autres dans les milieux associatifs de la région – à s'interroger sur leur sort, jusqu'à douter de leur utilité. La fatigue se lit sur les visages, en ce jeudi d'octobre où, pour la énième fois, chacun répète comme pour s'en convaincre soi-même le sens de son parcours et de son engagement.

Le directeur du Graine, Frédéric Villaumé, 48 ans, un biologiste de formation qui s'était tourné vers la médiation et l'animation scientifique, a fait sienne, au gré de rencontres,

l'éducation à l'environnement. Après des études universitaires en anthropologie et ethnologie, Elise Ladevèze, 34 ans, a choisi de délaisser les peuples primitifs pour se préoccuper – et s'occuper – de « *l'avenir* », en contribuant à ce que « *les citoyens s'emparent de ces questions* » environnementales. « *Notre pari est que collectivement, on est plus intelligent* », indique M. Villaumé.

M. Wauquiez ne miserait sans doute pas un seul euro sur une telle assertion. Multidiplômé, considéré comme « *intelligent* » et « *brillant* » y compris par ses opposants, il dirige en quasi solitaire, depuis janvier 2016, la région Auvergne-Rhône-Alpes, un tremplin pour les ambitions nationales du candidat à la présidence de LR.

## « **Politique brutale, méthodes brutales** »

C'est peu de dire que cet homme pressé n'est pas franchement un adepte de l'intelligence collective ni de son outil, le débat. Tous les témoignages convergent. En séance plénière, partie visible de l'iceberg, les temps de parole sont aussi comptés que les deniers publics ; le président coupe dans les uns comme dans les autres. Jean-Charles Kohlhaas, chef de file des élus écologistes, constate ainsi que l'assemblée régionale est devenue « *une chambre d'enregistrement* ».

Les décisions sont prises ailleurs, dans un tout petit cénacle – « *Laurent Wauquiez, son cabinet, et un cercle restreint d'élus* » – au sein duquel il est préférable de ne pas émettre de critique. « *Il n'a jamais dû connaître l'erreur ou l'échec, donc il ne supporte pas que l'on remette en cause ses choix* », décrypte M. Kohlhaas. « *C'est autocentré. Avec ses plus proches, il peut être cruel* », relève le député MoDem de la Savoie Patrick Mignola, qui a quitté récemment sa fonction de vice-président du conseil régional.

Voilà pour la méthode. « *Efficace* », disent ses partisans, comme l'ancien député LR du Rhône Philippe Meunier. « *Brutale* », soulignent la quasi-totalité de ses adversaires. « *Sa politique est brutale, ses méthodes sont brutales. Ça le définit* », tranche le chef de file des élus PS, Jean-François Debat. « *Il maltraite son opposition, refuse toute réplique, est parfois humiliant avec son prédécesseur, Jean-Jack Queyranne* », souligne Christophe Boudot, président du groupe Front national (FN). « *Moi, il ne me réserve pas ce sort-là. Il nous ignore* », ajoute-t-il. Il se rappelle au bon souvenir de M. Wauquiez en lui déposant sur son bureau, en séance, une carte d'adhérent du FN ou la rose bleue de la campagne présidentielle de Marine Le Pen.

Car si M. Wauquiez « ignore » le FN, c'est à la façon de Nicolas Sarkozy, dont il se revendique l'héritier : il y pense beaucoup, et pas seulement en se rasant. En témoignent – derrière une étanchéité de façade – les nombreux points de convergence entre les propositions du FN et le programme appliqué par l'exécutif régional. « *Baisse des indemnités des élus et des dépenses de fonctionnement, préférence régionale – qui préfigure un peu la préférence nationale –, soutien au patrimoine régional "enraciné", défense de la ruralité et de la sécurité...* », énumère M. Boudot, saluant « *des accents qui ne sont pas pour nous déplaire* ».

## **La chasse aux « gauchistes »**

« *Une abstention bienveillante* », a titré le FN dans le (maigre) espace que le journal du conseil régional accorde aux « tribunes libres » des groupes, rappelant que « *pour la première*

*fois depuis 1998 [la réélection de Charles Millon grâce aux voix de l'extrême droite], le groupe FN n'a pas voté contre le compte administratif proposé lors de la dernière assemblée plénière* ». « *Il n'y a pas eu un accord, une entente, une passerelle. Laurent Wauquiez est insoupçonnable* », précise Etienne Blanc (LR), premier vice-président du conseil régional, qui évoque la simple mise en œuvre d'une « *politique de bon sens* ».

Cette politique « de bon sens » repose sur une communication simple et (très) accessible : une ligne directrice budgétaire – la baisse des « *dépenses de fonctionnement* » –, assortie de signaux visibles et répétés en direction de l'électorat très droitier auquel s'adresse prioritairement Laurent Wauquiez, lointain héritier oubliés du centriste Jacques Barrot en Haute-Loire.

Les effets d'annonce priment : ainsi le bruyant engagement d'installer des portiques de sécurité dans tous les lycées a-t-il été suivi de peu d'effets : « *des tourniquets et de la vidéosurveillance* » dans quelques dizaines d'établissements, relève M. Debat. Derrière la rigueur budgétaire affichée en principe général – dans un contexte effectivement contraint par les baisses de dotations de l'Etat –, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne.

Rien n'est dit sur les clés de répartition – « *le seul critère c'est l'efficience, l'efficacité* », assure M. Blanc, qui vante les mérites d'un « *plan d'économie sans précédent dans une collectivité territoriale* » –, mais beaucoup est suggéré. Une subvention de 3 millions d'euros a été versée aux chasseurs et aux pêcheurs, et les chambres d'agriculture – où domine la FNSEA – ont été privilégiées, quand la plupart des associations œuvrant pour la défense de l'environnement ont vu leurs crédits diminuer drastiquement. « *Des associations dites environnementalistes* », rectifie M. Meunier, qui dénonce leur « *politisation* ». Ce ne sont pas les seules visées. « *Depuis l'élection de M. Wauquiez, tous ceux qui travaillent pour l'intérêt général – écologie, solidarités locales, éducation populaire, santé, droits des femmes, droit au logement... – sont qualifiés de gauchistes* », relève Elise Ladevèze. La jeune femme est aussi porte-parole de Vents d'asso, un mouvement créé au début de l'année pour fédérer les associations menacées par la nouvelle politique de la région.

## « Clientélisme »

C'est une gageure de rassembler tant d'entités disparates, qui craignent, si elles protestent publiquement, de perdre par mesure de rétorsion le peu de subventions qui leur restent. Difficile, déjà, d'évaluer précisément le nombre de postes supprimés, qui atteindrait plusieurs centaines.

Le 1<sup>er</sup> avril, Vents d'asso était parvenu à rassembler quelque trois cents personnes devant le conseil régional pour une action symbolique, cinq minutes de silence le doigt levé, afin de réclamer la parole ; et un dialogue. « *On était habitués aux alternances, mais pas à cette brutalité*, témoigne Eric Feraille, président de la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (Frapna). *On ne s'attendait pas à une telle violence, qui n'est pas dans nos gènes.* » Une subvention réduite par deux fois de moitié, 20 % des effectifs en moins : « *C'est un beau gâchis pour de l'idéologie pure et dure.* »

Ancienne vice-présidente déléguée à la coopération solidaire au sein de l'exécutif Queyranne, Véronique Moreira observe que le seul « *business* » s'est substitué à l'aide publique au développement, qui s'est réduite comme peau de chagrin. « *On a recentré notre action sur la francophonie* », réplique M. Meunier. « *On ne se promène pas, on ne se balade pas* », ajoute-

t-il, ironisant sur « *ces anciens élus qui allaient voir les Amérindiens pour financer je ne sais quelle tribu* ». « *Des associations se sont gavées* », renchérit M. Blanc, qui dénonce le « *clientélisme échevelé* » auquel se serait livré l'ancien exécutif.

« Clientélisme » : le mot a survécu à la « rupture » Wauquiez. Il est sur beaucoup de lèvres, même s'« *il est difficile d'en juger* », comme le note M. Kohlhaas. Dans une enquête publiée début juin, le journal en ligne *Mediacités* a mis en évidence le rôle joué par Ange Sitbon, ex-responsable des élections à LR, qui a rejoint le cabinet de M. Wauquiez au sein d'une « *délégation générale aux missions transversales et à la relation aux élus* ». Elue depuis 2010, Corinne Morel-Darleux (PG) se penche plus précisément sur le cas du conseiller délégué à la montagne, Gilles Chabert, qui se trouve être président du Syndicat national des moniteurs de ski et qui fut, jusqu'à sa démission fin janvier, administrateur de la Compagnie des Alpes, qui exploite les plus grandes stations françaises de ski alpin.

## Contourner les corps intermédiaires

En février, M<sup>me</sup> Morel-Darleux a saisi le procureur de la République sur des « *souçons de prise illégale d'intérêt* ». « *En commission montagne, on n'a vu passer que des dossiers de financement d'équipement de neige artificielle* », explique-t-elle, en dénonçant « *un choix dont la pertinence économique n'est pas du tout avérée* » et qui pourrait conduire à un « *risque de surendettement des stations* ».

« *S'il n'y a pas de neige, il n'y a pas de ski. S'il n'y a pas de ski, il n'y a pas d'économie* », réplique M. Chabert, qui refuse de commenter l'enquête préliminaire ouverte à son sujet pour laquelle, dit-il, « *personne n'a encore été interrogé* ».

Avec le recul, chacun perçoit en tout cas la volonté du président de la région de contourner les corps intermédiaires, de supprimer tout ce qui est susceptible de faire écran entre ses décisions et ceux auxquels elles s'appliquent.

Dans le monde associatif, les têtes de réseaux et les fédérations régionales semblent avoir été les premières visées. « *Il veut établir un lien direct entre lui et le bénéficiaire. Il renvoie tout le monde dans ce rapport individuel. Il se fiche d'être aimé. Ce qui lui importe est d'être soutenu, que ce soit par crainte ou par ambition* », note Jean-François Debat. « *Etre seul à décider, affaiblir les lieux d'intelligence collective, empêcher toute forme d'expression citoyenne est une vraie stratégie* », estime Elise Ladevèze.

En savoir plus sur [http://www.lemonde.fr/politique/article/2017/10/26/laurent-wauquiez-la-course-en-solitaire\\_5206018\\_823448.html#OFdhmmexquQ1ktfg.99](http://www.lemonde.fr/politique/article/2017/10/26/laurent-wauquiez-la-course-en-solitaire_5206018_823448.html#OFdhmmexquQ1ktfg.99)